

COMMUNE D'ALBIGNY SUR SAONE

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 26 octobre 2022 à 19 HEURES

L'an deux-mil-vingt-deux, le 26 octobre à 19 heures

Le Conseil Municipal de la commune d'Albigny-sur-Saône dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Yves CHIPIER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 18 octobre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 23 présents : 17 votants : 22

PRÉSENTS : Monsieur Yves CHIPIER, Madame Marie-Christine CORREDERA, Monsieur Gilbert CONVARD, Monsieur Thomas PAGUE, Monsieur Philippe LEYRELOUP, Madame Muriel JAMET, Monsieur Bernard LAULAGNET, Monsieur Thierry GOYET, Madame Laure JOLY, Madame Karine ANTOLINOS, Madame Séverine DESSALCES, Monsieur Ivan SUJOBERT, Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES, Monsieur Denis DE MARINIS, Monsieur Serge PROUVEUR, Madame Valérie ARGENTO, Monsieur Jean-Paul GOUX

ABSENTS EXCUSÉS : Madame Maryline SAINT-CYR, Monsieur Thierry SAUNIER, Madame Georgette FONDJO, Monsieur David ENTIBI, Monsieur Jérémy CAMUS, Monsieur Camille PEYRACHE

Madame Maryline SAINT-CYR donne pouvoir à Monsieur Yves CHIPIER
Monsieur Thierry SAUNIER donne pouvoir à Monsieur Bernard LAULAGNET
Monsieur David ENTIBI donne pouvoir à Monsieur Gilbert CONVARD
Madame Georgette FONDJO donne pouvoir à Madame Marie-Christine CORREDERA
Monsieur Camille PEYRACHE donne pouvoir à Madame Aurélie PIETRE CAMBACEDES

Madame Séverine DESSALCES est nommée secrétaire de séance.

Demande d'inscription d'un point supplémentaire urgent 6 bis :

Monsieur le maire demande aux conseillers de bien vouloir accepter l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour. Point qui complète la délibération concernant un avenant pour les travaux de rénovation énergétique de la mairie.

À la suite de la réception de l'analyse des échantillons de peinture de la Mairie, la présence de plomb a induit un cout plus élevé d'enlèvement et de traitement du déchet : 3 tonnes. Ce point nécessite le vote d'un avenant permettant d'exécuter cette action sans tarder afin que le planning du chantier soit respecté.

Le conseil à l'unanimité des présents et procurations données accepte la présentation de ce point supplémentaire.

Monsieur Thomas PAGUE donne lecture du procès-verbal de la séance du 11 juillet 2022 et du 26 juillet 2022. Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité

1- DECISIONS DU MAIRE (1.7.7)

En application des dispositions de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal dans les conditions prévues par la délibération du 17 décembre 2020.

En conséquence, le Maire informe le Conseil Municipal des décisions suivantes qui ont été prises conformément à la délégation :

- **Décision n°51-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise PLEIN BOIS pour la fourniture et pose d'une tyrolienne dans le parc de l'Accueil. Le montant du marché s'élève à 19 575,00 € H.T.
- **Décision n°52-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de travaux avec les BRIGADES NATURE pour la fourniture et pose de deux barrières afin d'interdire l'accès à la partie du chemin rural n°23 dont l'étroitesse et la stabilité présente un véritable danger pour les randonneurs. Le montant du marché s'élève à 1 900,00 € H.T.
- **Décision n°53-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de service avec l'association SHIM SHAM PRODUCTION pour une représentation du spectacle Swing Up Orchestra (7 musiciens) au Parc de l'Accueil à l'occasion du 14 juillet 2022. Le montant du marché s'élève à 2 100,00 € T.T.C
- **Décision n°54-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de service avec les ASH pour la publication de l'avis de non-attribution de la DSP EAJE suite au classement sans suite de la procédure. Le montant du marché s'élève à 2 695,00 € H.T.
- **Décision n°55-2022** : décision relative à l'attribution de la concession funéraire n° 941 à la famille PETIT.
- **Décision n°56-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise DOUBLET pour la fourniture de 20 tables DURALIGHT PRO de 183cm plus un chariot de transport. Le montant du marché s'élève à 1 959,00 € H.T.
- **Décision n°57-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise ATOUT AMENAGEMENT HABITAT pour la fourniture et le remplacement de 2 stores à l'école primaire "Les Frères VOISIN". Le montant du marché s'élève à 2 055,50 € H.T.
- **Décision n°58-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise ROMEGGIO pour la réfection des peintures de la bibliothèque municipale. Le montant du marché s'élève à 22 139,62 € H.T.
- **Décision n°59-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de service avec les ASH pour la publication d'un nouvel avis de concession de la DSP EAJE suite au classement sans suite de la précédente procédure. Le montant du marché s'élève à 2 695,00 € H.T.
- **Décision n°60-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise CITYLUM pour la fourniture de diverses illuminations pour les fêtes de fin d'année. Le montant du marché s'élève à 12 221,15 € H.T.
- **Décision n°61-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise BILLAT pour la fourniture de 24 planches antidérapantes pour le plancher du podium. Le montant du marché s'élève à 4 897,50 € H.T.
- **Décision n°62-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise EXPERCITE pour la fourniture et pose de caméras de vidéoprotection afin de moderniser le dispositif déployé en 2020 au rond-point de Villevert, à l'entrée de la gare, à la mairie et sur l'Avenue Henri Barbusse. Le montant du marché s'élève à 16 047,23 € H.T.
- **Décision n°63-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de service avec l'entreprise APE CONSEIL pour le changement du pare-feu du routeur de la Mairie. Le montant du marché s'élève à 3 942,00 € H.T.
- **Décision n°64-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise TRAITEUR DECLERCK pour la fourniture et le service du buffet organisé le 8 octobre 2022 pour l'inauguration de la réouverture de l'Espace Henri SAINT-PIERRE. Le montant du marché s'élève à 6 050,00 € H.T.
- **Décision n°65-2022** : décision relative à la conclusion d'un marché de fourniture avec l'entreprise APE CONSEIL pour la fourniture de 8 onduleurs pour les postes de travail de la mairie et un onduleur pour la baie de brassage de la mairie. Le montant du marché s'élève à 2 749,27 € H.T.

DEBAT :

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES interroge sur le sens du terme de « modernisation » dans la décision 62.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'améliorer les prises de vues des caméras de vidéoprotection sur des points stratégiques, en remplaçant du matériel, car celui en place donne des résultats insuffisamment exploitables pour les forces de l'ordre. Les images sont dégradées et sont difficilement exploitables.

Monsieur Ivan SUJOBERT relève que ce dispositif est couteux dans son exploitation.

Le conseil municipal prend acte des décisions du maire.

2. DELIBERATION MODIFICATIVE DE BUDGET N°1 (7.1.1)

Monsieur Bernard LAULAGNET expose que la présente délibération est la première modification de budget proposée pour l'année 2022.

Ces décisions modificatives de budget ont pour objectif de s'approcher au plus près de l'exécution du budget et faire apparaître des décisions supplémentaires en lien avec une modification des dépenses et/ou des recettes tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

Ce suivi permet aussi d'éviter toute rupture de paiement au Chapitre.

L'ensemble des mouvements par article et par chapitre est retranscrit dans le tableau joint à la présente délibération.

Pour rappel le budget de la commune est voté par chapitre.

Dans le cadre de l'investissement une délibération complémentaire portera sur la révision de l'autorisation de programme de l'espace Henri Saint-Pierre.

Vous trouverez ci-dessous les propositions principales. Il est à noter une légère différence de total en lien avec la correction de l'écriture d'ordre au chapitre 042 et 040 en fonctionnement et en investissement.

En fonctionnement :

Les recettes :

Des recettes supplémentaires sont constatées pour montant de 281 062.65 €

Chapitre 013 : remboursement sur rémunération du personnel : 15 200 €

Chapitre 70 : produits des services : 10 110 € (qui concernent surtout des recettes supplémentaires du restaurant scolaire car il arrive certains jours d'accueillir 208 élèves contre occasionnellement 196 l'an dernier)

Chapitre 73 : impôts et taxes : 205 885.50 € qui se décomposent de la façon suivante :

73111 impôts locaux : 86 000 € (réajustement suite confirmation fiche 1259 de la DGFIP)

73224 DMTO (droit de mutation à Titres Onéreux) 118 579 € (budgétisé 200 000 € sur la base de 2021, reçu 318 579 € en 2022)

Complétés par 2 sommes au 7318-autres impôts locaux : 847 € et au 73212- dotation de solidarité communautaire : un complément de 459 €

Chapitre 74 dotations subventions participations : 29 315.40 €

Dont 74834-compensation au titre des exonération de TF : 1473 €

74751 : GFP de rattachement : 4 034 € (aide MDPH sur contrat aidé – changement de compte)

74741- communes membres du GPF : 10 719.80 € (reversement mutualisation police-Curis, bibliothèque-Poleymieux et CLSH Curis)

74718 : autres : 5 496.78 € (aide état pour contrat aidé- changement de compte)

FCTVA : 1 895.02 € (de plus que budgétisé soit une recette à 6 895.02 au lieu de 5 000 €)

74121 dotation de solidarité rurale : 1 110 € de plus que budgétisé (38 110 au lieu de 37 000 €)

7411 dotation forfaitaire : 4586 € de plus que budgétisé (194 586 € au lieu de 190 000 € inscrits au BP)

Chapitre 77 produits exceptionnels : 673 € dont 550 € de cession véhicule-tracteur tondeuse

Chapitre 042 : opérations d'ordre de transfert entre sections :

7761 : 19 878.75 € (véhicule Peugeot et tracteur tondeuse)

Les dépenses :

Des dépenses supplémentaires sont constatées pour un montant de **281062.65 €**

Chapitre 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL :

Augmentation de 47 600 €

<u>Diminution</u>	<u>Augmentation</u>
<u>50 100 €</u>	<u>97 700€</u>

POSTES EN AUGMENTATION :

L'eau, l'alimentation, locations mobilières (bungalow école), l'entretien des terrains, les honoraires cause DSP, les annonces et insertions cause DSP, fêtes et cérémonies, les réceptions, l'affranchissement de courrier.

Chapitre 012 : charges de personnel : augmentation de 99 040.79 €

Diminution	Augmentation
0 €	99 040.79 €

POSTES EN AUGMENTATION (détails dans tableau joint) :

6413 personnel non titulaire : surcout de 32 000 € : remplacement maladie, augmentation des effectifs enfants entraine augmentation des effectifs encadrement,

Hausse du smic, versement de l'indemnité inflation

Hausse des cotisation (notamment URSSAF + 9000 €) puisque hausse de la masse salariale brut

Augmentation de la contribution assurance du personnel : 11 515.03 €

6411 PERSONNEL TITULAIRE augmentation de 25 000 €

6218 autre personnel extérieur augmentation de 5600 € (maitres-nageurs et MO loue en portage salarial)

64168 : autres emplois d'insertion 6500 € : renouvellement d'un cdd (fin de parcours prévu le 31 aout 2023)

Chapitres 65 « autres charges de gestion courante » : diminution de 12 735 €

Diminution	Augmentation
16 000 €	3 265 €

Chapitre 67 « charges exceptionnelles » : diminution de 1 100 €

Diminution	Augmentation
1 500 €	4 00 €

Chapitre 022 dépenses imprévues : augmentation de 125 628.09 €

Ce qui portera ce chapitre à 135 628.09 €

Pour rappel ce chapitre ne peut être utilisé que sur délibération. Il se présente donc comme une réserve financière

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » :

675 : 20428.75 €

6812 : 0.02 €

Ecriture d'ordre suite cession véhicule et tracteur tondeuse (voir réciprocité en recettes Chap. 042)

Chapitre 68 « dotations aux amortissements et aux provisions » : augmentation de 2 200 €

Diminution	Augmentation
0 €	2 200 €

A la demande de la trésorerie sur impayés non récupérable

Les mouvements sont équilibrés entre les recettes et les dépenses.

**Le montant de la section de fonctionnement est porté de : 4 048 367.18 € (BP)
à 4 329 429.83 € en recettes et en dépenses**

En investissement :

Le montant de la section est modifié par le constat de recettes supplémentaires.

Les recettes : augmentation de 85 229.30 €

Chapitre 10 « dotations et fonds divers » : augmentation de 23 136.97 €

Diminution	Augmentation
0 €	23 139.97 €

FCTVA : 12 008.97 € de plus

Taxe d'aménagement : 11 128 € de plus

Chapitre 13 « subventions » : augmentation de 41 663.56 €

Diminution	Augmentation
75 000 €	116 663.56 €

Région : 21 210.70 € de plus

Métropole de Lyon : 20 452.86 € de plus

Une écriture neutre entre deux comptes pour cause de changement d'article

Chapitre 040 « opérations d'ordre de transfert entre sections : 20 428.77 €

21 571 : 11 628.73

2182 : 8800.02

4815 : 0.02 €

Ecriture d'ordre suite cession véhicule et tracteur tondeuse (voir réciprocité en recettes Chap. 040)

Les dépenses : augmentation de 85 229.30 €

Opération 64 : cimetière : article 2116 augmentation de 9 000 €

Réactualisation des devis sur reprise de 25 tombes, une nette inflation. Action obligatoire pour maintenir un nombre de places suffisants et conformes à la réglementation.

Opération 185 : mise en accessibilité et salubrité de l'Espace Henri saint Pierre : augmentation de 92 000 €

Réajustement de l'opération à la suite du sinistre du toit bas et au cout de sa réparation.

Le sinistre devrait bénéficier d'un remboursement de l'assurance de l'entreprise responsable. La recette sera en fonctionnement.

Opération 192 : matériels informatiques et logiciels : article 2183 : -5 000 €

(Solde disponible de l'opération pour clôturer l'année 9 765.41 €)

Opération 193 : « matériels et outillages techniques » : diminution de 10 000 €

Solde disponible après décision modificative : 13 693.08 €

Opération 194 : « mobilier et achat divers » : mouvement entre 2 comptes. Pas de modification du montant de l'opération

Opération 195 : « aménagement et agencement de bâtiments publics » : diminution de 27 000 €

Solde disponible après décision modificative : 33 906.86 €

Opération 196 : « aménagement de terrains » : augmentation des crédits de 20 000 € pour engager le projet de réhabilitation des espaces verts de la place SARRABAT.

Solde disponible après décision : 40 146.72 €

Opération 197 : « travaux de voirie ou réseaux » : mouvement entre 2 comptes au sein de l'opération. Le montant de l'opération est inchangé. Projet rénovation des caméras.

Opération 198 : « équipement du groupe scolaire » augmentation de 2000 €.

Solde de l'opération après décision modificative : 4655.60 €

Opération 199 « travaux sur bâtiment mairie » :

Article 2031 augmentation de 5 000 € réévaluation MO suite montant des travaux

Article 21311 : augmentation de 8 000 € par suite des résultats de l'appel d'offre et pour de potentiels avenants :

À la suite de cette décision l'opération est budgétisée à 214 720.32 €

(Pour rappel en recettes : subvention acquise : DSIL 74 959.99 € et Métropole de Lyon 42 452.85 € sur la base du HT de l'opération et FCTVA estimé : 32 000 €. Le reste à charge de la commune sera de l'ordre de 65 à 70 000 €)

Opération 207 « acquisition de terrain » : diminution de 19 450 €

Opération 213 « Equipement restaurant scolaire » : diminution de 13 199.45 €

Solde disponible après décision modificative : 380 800.55 €

Opération 214 : « projet du CME » (Tyrolienne) : augmentation de 4 000 €

Pour donner suite à actualisation du devis et impact de l'inflation.

Solde après décision modificative : 24 000 €

Le montant de la section d'investissement est porté de 2 780 279.08 € à 2 865 508.38 € en dépenses et en recettes.

DEBAT :

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES interroge sur le contenu de la mission « AMO Loupe » au compte 6218

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'avoir un accompagnement jumelé avec la commune de Couzon Au Mont d'Or, pour apporter du contenu dans le développement de ce projet qui est porté par la Métropole de Lyon. Ceci sachant que la Métropole a désigné un groupement d'étude pour conduire le projet pour un montant de 400 000 €.

Monsieur Ivan SUJOBERT demande quel est le profil de la personne.

Monsieur Le Maire répond qu'il s'agit d'une architecte urbaniste. Qu'elle a été présentée aux instances métropolitaines. Son rôle est de permettre la conduite de travaux en petits groupes sur des thématiques qui soient concordantes avec les travaux menés par le groupement d'études de la Métropole. L'objectif étant de nourrir par les thématiques du territoire, le groupement mandaté par la Métropole. Cette personne est déjà intervenue sur un autre dossier sur la commune de Couzon. L'objectif de la démarche est de créer une complémentarité entre les collectivités sur ce dossier.

Où le rapport de Monsieur Bernard LAULAGNET,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Accepte les modifications proposées en section de fonctionnement et en section d'investissement
- Dit que le montant de la section de fonctionnement est porté à 4 329 429.83 € en recettes et en dépenses
- Dit que le montant de la section d'investissement est porté à 2 865 508.38 € en dépenses et en recettes
- Dit que les sections sont équilibrées

3. DELIBERATION MODIFIANT AP/AE 185 EHSP (7.1.1)

Monsieur Bernard LAULAGNET expose, que pour faire suite à la modification de budget n°1 proposée ci-avant, il convient de réviser les crédits de l'Autorisation de Programme OP 185 Mise en accessibilité et salubrité de l'Espace Henri Saint-Pierre

Autorisation de révision des crédits pour l'autorisation de programme OP 185 mise en accessibilité et salubrité de l'espace Henri Saint-Pierre

1/ augmentation :

Augmentation de l'article 2313 : 92 000 €

2/ Révision de l'opération

Ce qui portera les crédits ouverts et l'autorisation de programme 2022 à 592 413.21 €

3/ Etendre à 2023 la durée de l'autorisation afin de permettre l'exécution de tous les soldes de compte

Ouï le rapport de Monsieur Bernard LAULAGNET,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Accepte l'augmentation de L'AP/AE OP 185 pour un montant de 92 000 €
- Confirme que les crédits sont ouverts pour un montant de 592 413.21 €
- Dit que l'AP/AE est prolongée à l'année 2023

4. DELIBERATION CONCERNANT UN AVENANT A LA DSP GARDERIE-PERISCOLAIRE 2022 (1.2.11)

Monsieur le maire expose

Le délégataire gestionnaire de l'accueil périscolaire nous a alerté durant la période de réinscription pour la rentrée 2022/2023 en raison du nombre élevé de familles sur liste d'attente pour l'accueil périscolaire.

Après échange et évaluation il a été convenu d'augmenter la capacité de 92 à 110 places.

Cette augmentation touche plus particulièrement l'accueil des + de 6 ans.

Le délégataire doit déployer tous les moyens à sa disposition pour accueillir le plus grand nombre.

Il a confirmé par ailleurs que le montant de la compensation réévalué lors de l'avenant 2 reste identique.

DEBAT :

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES demande si on connaît le taux de remplissage après 2 mois de fonctionnement et précise que les délais d'inscription en juillet pour la rentrée de septembre ne sont pas évidents pour les familles qui ne connaissent pas toujours leurs contraintes professionnelles.

Monsieur Le Maire répond que l'on ne le connaît pas précisément.

Madame la directrice générale des services précise qu'à priori les 19 familles en attente ont eu satisfaction. La demande d'inscriptions en juillet pour septembre est somme toute normale pour que le prestataire s'organise. C'est aussi grâce à cette anticipation que la commune a pu être alertée sur les familles en attente. La difficulté que peut rencontrer le prestataire est celle du recrutement et donc d'avoir l'encadrement suffisant pour l'accueil des enfants. Les chiffres seront effectivement à demander.

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES dit que sa question était de savoir s'il y avait eu des réajustements.

Monsieur le Maire précise qu'il est intervenu sur un dossier. Certains jours les effectifs sont au complet. Le directeur du périscolaire dès qu'il le peut, permet l'accès au service sur certains créneaux et certains jours.

Ouï le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5) :

- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 3.

5. DELIBERATION CONCERNANT UN AVENANT N° 4 DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION DE L'ESPACE HENRI SAINT-PIERRE. (1.6.13)

Monsieur le Maire rappelle que la maîtrise d'œuvre de l'opération de rénovation de l'Espace Henri Saint-Pierre a été confié au cabinet d'architectes INFINE ARCHITECTES, par décision du Maire en date du 20 septembre 2017 et ce pour un montant provisoire de 53 890.00 € H.T, sur la base d'une enveloppe prévisionnelle de travaux de 300 000.00 € H.T.

Au terme de la phase d'étude d'avant-projet et compte tenu des différents scénarii proposés, il a été finalement décidé d'entreprendre une rénovation plus ambitieuse du bâtiment.

Par délibérations n°2018-016 en date du 4 avril 2018 et n°2019-016 en date du 3 avril 2019, le conseil municipal a approuvé à deux reprises la nouvelle enveloppe des travaux projetés (766 970.00 € H.T) ainsi que le plan de financement proposé (demandes de subvention auprès de l'Etat et de la Région).

Les avenants ci-après ont été actés par décision du Maire :

- **Avenant n°1** en date du 12 juin 2019 portant le montant provisoire de rémunération à 101 750.00 € H.T (sur la base d'une nouvelle enveloppe financière de 700 000,00 € H.T) et modifiant le groupement de la maîtrise d'œuvre (intégration d'un nouveau co-traitant : ADIS) – Cf. Délibération n°2020-07 en date du 21 janvier 2020 ;
- **Avenant n°2** en date du 26 mars 2020 portant le montant provisoire de rémunération à 102 350.00 € H.T (réalisation d'un diagnostic de renforcement d'une partie de la charpente suite à la dépose de l'isolant et la découverte de fluage important de pannes bois) et modifiant à nouveau le groupement de la maîtrise d'œuvre (transfert de société ; IN FINE devient SOHO) ;

- **Avenant n°3** en date du 4 novembre 2020 portant le montant provisoire de rémunération à 103 550.00 € H.T (réalisation d'un diagnostic complémentaire de renforcement de la charpente et production d'une note de calcul des pannes existantes reprises avec panneaux CITOIT).

Monsieur le Maire rappelle qu'après consultation des entreprises, le montant total des marchés de travaux pour la rénovation de l'Espace Henri Saint-Pierre attribués par délibération n°2020-007 en date du 21 janvier 2020, s'élevait à 857 240,32 € H.T.

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs que la rénovation initiale de l'Espace Henri Saint-Pierre se cantonnait, au niveau des toitures, à remplacer uniquement, une isolation faible par une isolation performante en sous face de la toiture existante, mais que le chantier a mis en évidence de nombreux défauts d'étanchéité, au niveau des couvertures et qu'il était dès lors incontournable de procéder à leurs réfections complètes, avec enlèvement de l'ensemble des déchets amiantés (cf. délibération n°2020-061 du 28 novembre 2020).

Monsieur le Maire rappelle enfin que compte tenu de nombreuses mises au point actées en cours de chantier (cf. les délibérations n°2020-039 du 23 juillet 2020, n°2020-061 du 28 novembre, n°2021-020 du 9 mars 2021, n°2021-030 du 27 mai 2021, n°2021-045 du 13 juillet 2021, n°2021-057 et n°2021-058 du 28 octobre 2021, n°2022-008 et n°2022-009 du 15 février 2022, n°2022-027 du 15 mars 2022 et n°2022-060 du 11 juillet 2022), le montant total des travaux s'élève aujourd'hui à 1 463 921,17 € H.T.

Ce montant a été retenu pour calculer le montant définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre qui s'élève à 197 692,12 € H.T suivant la décomposition ci-après :

Base Montant GLOBAL Travaux après avenant 4 :	1 463 921,17 €HT
Dont Montant travaux marchés Avenant 3	700 000,00 € HT
Dont Montant travaux marchés Avenant 4 / TS	763 921,17 € HT
<i>Taux de rémunération base 11,25% (Av.3),</i>	
<i>ramené sur l'ensemble du marché à:</i>	10,00%
Montant des Honoraires MOE sur Totalité des travaux :	146 392,12 €HT
Montant des Honoraires Avenants 2 et 3	forfait 1 800,00 €HT
TOTAL HONORAIRES Base MOE après Avenant 4:	148 192,12 €HT
Mission OPC : 6 + 12 mois sup. (2 750,00€HT/mois)	49 500,00 €HT
TOTAL GLOBAL HONORAIRES MARCHE APRES AVENANT 4	197 692,12 €HT

Eléments de missions	TOTAL Global HT	
DIAG	11,03%	16 348,43 €
APS	8,99%	13 326,03 €
APD compris autorisations d'urbanisme	15,64%	23 179,23 €
PRO/DCE (y/c DPGF)	19,55%	28 974,03 €
ACT	7,82%	11 589,61 €
VISA	8,60%	12 747,22 €
DET	22,49%	33 325,21 €
AOR	5,87%	8 702,36 €
Total Base Marché Global (après avenant 4)	100,00%	148 192,12 €
OPC pour une durée de 6 mois + 12 mois complémentaires (2 750 €/mois) initialement 3 833,33€/mois	2 750 x 18	49 500,00 €
TOTAL GLOBAL MARCHE après Avenant 4 € HT		197 692,12 €

DEBAT :

Monsieur Serge PROUVEUR demande si les surcouts dus à l'erreur de l'entreprise d'isolation pour la toiture sont intégrés dans ce calcul ?

Monsieur Le Maire répond qu'à priori non.

Monsieur Serge PROUVEUR dit que dans le cas où le surcout est intégré à ce prix, il conviendrait de réclamer le remboursement à l'assurance de l'entreprise.

Madame la Directrice des services précise que cette réclamation est une autre démarche de contentieux que la commune doit conduire en parallèle de la première.

Oùï le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Approuve l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre,
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre,
- Et dit que les dépenses seront imputées sur l'opération 185 compte 2313

6. DELIBERATION CONCERNANT DES AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX POUR LA RENOVATION DE L'ESPACE HENRI SAINT-PIERRE – TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES. (1.7.8.1.1)

Monsieur le Maire rappelle que le montant total des marchés de travaux après l'approbation de plusieurs avenants et l'attribution des lots n°14, 15 et 16 pour la réfection de la toiture de l'Espace Henri SAINT-PIERRE et des lots n°17,18, 19 et 20 pour des travaux d'étanchéité, de chauffage, ventilation et de plomberie, pour la pose d'une toile tendue sur les murs pignons de la grande salle et pour la fourniture et pose d'équipements de cuisine (cf. les délibérations du conseil municipal n°2020-039 en date du 23 juillet 2020, n°2020-061 en date du 28 novembre, n°2021-020 en date du 9 mars 2021, n°2021-030 en date du 27 mai 2021, n°2021-045 en date du 13 juillet 2021, n°2021-057, n°2021-058 en date du 28 octobre 2021, n°2022-008 et n°2022-009 en date du 15 février 2022, n°2022-027 en date du 15 mars 2022 et n°2022-060 en date du 11 juillet 2022), s'élevait à 1 463 921,17 € H.T, soit 1 756 705,40 € T.T.C.

D'autres éléments du projet de réhabilitation ayant dû être amendés, de nouvelles plus-value et moins-value consécutives aux modifications apportées sont énumérées dans les tableaux ci-après.

AVENANT N°7 SOUMIS A L'APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL									
Lot/ Titulaire	Modification(s) introduite(s) Avenant n°7 (€ H.T.)	Montants du marché (€ H.T)							
		Initial	suite Ave- nant n°1	suite Ave- nant n°2	suite Ave- nant n°3	suite Ave- nant n°4	suite Ave- nant n°5	suite Ave- nant n°6	suite Ave- nant n°7
LOT n° 08 – CLOISONS / PLAONDS / PEINTURE SAS LARDY	Le présent lot a fait l'objet de la mise au point suivante : Annulation de la moins- value actée par avenant n°6. 1/ Moins-value Mise en place de cornières 20x20 en Aluminium anodisé 2/Reprise des plans de travail de la buvette suite à rayures Plus-value de 1 500,00 € H.T.	137 526,49	148 754,48	Prolongatio n du délai d'exécution & insertion d'une clause de révision des prix	176 806,77	181 423,57	180 373,7	178 873,57	180 373,57

AVENANT N°8 SOUMIS A L'APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL										
Lot/ Titulaire	Modification(s) introduite(s) Avenant n°8 (€ H.T.)	Montants du marché (€ H.T)								
		Initial	suite Ave- nant n°1	suite Ave- nant n°2	suite Ave- nant n°3	suite Ave- nant n°4	suite Ave- nant n°5	suite Ave- nant n°6	suite Ave- nant n°7	suite Ave- nant n°8
LOT n° 07 – MENUISERIES INTERIEURES / SARL MENUISERIE JAILLET	Le présent lot a fait l'objet de la mise au point suivante : Annulation d'une partie de la plus- value actée par avenant n°7. 1/ Mise en place de cornières 20x20 en Aluminium anodisé 2/Reprise des plans de travail de la buvette suite à rayures Moins-value de 1 500.00 € H.T.	179 777,44	234 579,07	233 578,33	Prolongation du délai d'exécution & insertion d'une clause de révision des prix	242 711,32	246 945,32	248 684,07	266 469,07	264 969,07

Le montant total des nouveaux avenants ci-dessus s'élève à 0,00 € H.T.

Le montant total des marchés reste donc inchangé et s'élève pour rappel à 1 463 921,17 € H.T, soit 1 756 705,40 € T.T.C.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Approuve l'avenant n°7 au marché de travaux avec l'entreprise LARDY (Lot n°8) ;
- Approuve l'avenant n°8 au marché de travaux avec l'entreprise JAILLET (Lot n°7).
- Et dit que les dépenses seront imputées sur l'opération 185 compte 2313 ;
- Dit que l'opération 185 est inscrite en autorisation de programme 2019/2023.

7. DELIBERATION POUR AVENANT N°1 AUX MARCHES DE TRAVAUX POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE LA MAIRIE (1.7.8.1.1)

Monsieur le Maire rappelle que le montant total des marchés de travaux pour la rénovation énergétique de la mairie, attribués par délibération n°2022-50 en date du 17 juin 2022, s'élevait 150 696,38 € H.T soit 180 835,66 € T.T.C.

Certains éléments du projet de rénovation ayant dû être amendés, les plus-value et moins-value consécutives aux modifications apportées sont énumérées dans le tableau ci-dessous.

Lots/ Titulaire	Modification(s) introduite(s) Avenants n°1 (€ H.T.)	Montants Initiaux des marchés (€ H.T.)	Nouveaux Montants des marchés (€ H.T.)
LOT n° 03 – ELECTRICITE / EG3P	Le présent lot a fait l'objet de la mise au point suivante : 1/ Fourniture, pose et raccordement de 5 luminaires étanches LED dans l'atelier. Plus-value de 450,00 € H.T.	4 070,00	4 520,00

Le montant total des avenants représente une plus-value de 450.00 € H.T.

Le nouveau montant total des marchés est ainsi porté à 151 146,38 € H.T, soit 181 375,64 € T.T.C.

D'autres éléments du projet de réhabilitation devant être amendés, de nouvelles plus-value et moins-value consécutives aux modifications apportées sont énumérées dans le tableau ci-après.

Lots/ Titulaire	Modification(s) introduite(s) Avenants n°1 (€ H.T.)	Montants Initiaux des marchés (€ H.T.)	Nouveaux Montants des marchés (€ H.T.)
LOT n° 04 – MENUISERIES EXTERIEURES / C’BOIS	<p>Le présent lot a fait l'objet de la mise au point suivante :</p> <p>1/ Traitement des menuiseries extérieures suite à un diagnostic au plomb retrouvé dans les peintures des menuiseries , qui comprend : - La protection des poseurs avec combinaisons jetable , gangs , lunette de protection , masque de protection FFP3 . - le recolisage des déchets dans un big bag adapté ; - le reconditionnement sur le chantier ; - le dossier administratif ; le transport en centre spécialisé.</p> <p>Plus-value de 6 576,78 € H.T.</p>	94 900,38	101 477,16

Le montant total de l’avenant représente une plus-value de 6 576,78 € H.T.

Le nouveau montant total des marchés est ainsi porté à 157 723,16 € H.T, soit 189 267,79 € T.T.C.

DEBAT :

Monsieur Ivan SUJOBERT demande pourquoi la somme de 450 € HT est présentée au conseil et n’entre pas dans le cadre des décisions du maire.

Monsieur Le Maire répond que la décision est dans le cadre d’une procédure adaptée pour les travaux en mairie. Procédure qui a été délibérée par le conseil puisque supérieur à 150 000 € HT. De fait toute modification des dépenses passe par avenants et est présentée en conseil concernant cette opération.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l’unanimité des présents (17 et procurations données (5)

- Approuve l’avenant n°1 au marché de travaux avec l’entreprise EG3P (Lot n°3) ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer l’avenant n°1 avec l’entreprise concernée ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier ;

Et dit que les dépenses seront imputées sur l’opération 199

- Approuve l’avenant n°1 au marché de travaux avec l’entreprise C’BOIS (Lot n°4) ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer l’avenant n°1 avec l’entreprise concernée ainsi que toutes les pièces se rapportant à ce dossier ;
- Dit que les dépenses seront imputées sur l’opération 199

8. DELIBERATION POUR APPROBATION DU REGLEMENT MODIFIE DU CIMETIERE (3.5)

Monsieur Le Maire expose que l’ancien règlement du cimetière, validé lors du conseil municipal du 4 février 2009 nécessitait des modifications.

Il a été retravaillé en interne et actualisé notamment par l’ajout d’un paragraphe « Achat d’une concession avant décès ».

Ce point a dû être traité en raison d'un grand nombre de demandes, et des contraintes que représentent le maintien d'un certain nombre d'emplacements libres tels que l'exige la réglementation : soit 5 fois le nombre moyen d'inhumations annuelles donc 60 à 70 places libres.

Les emplacements du cimetière sont au nombre de 604.

Les emplacements occupés : 525.

C'est pourquoi nous faisons aussi les reprises chaque année des concessions abandonnées (environ 20 par an). A ce jour il nous en reste 50 à reprendre mais qui sont comptabilisées actuellement comme « occupées »

Vous avez été destinataire du règlement en date du 13 septembre 2022 par mail.

Vous avez eu un nouvel envoi avant le conseil puisque pour donner suite à une remarque il a été ajouté la fermeture hivernale du point d'eau.

Ouï le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17 et procurations données (5)

- Approuve le nouveau règlement du cimetière

9. DELIBERATION POUR LE RENOUVELLEMENT DU BAIL DE LA BOULANGERIE (3.3)

Monsieur Le Maire expose :

Le bail initial de la boulangerie a été signé et a pris effet le 1^{er} novembre 2013, pour une durée de 9 ans. Il arrive à son terme le 31.10.2022.

A l'origine il a été signé avec Monsieur Stéphane ROUX, puis transféré dans le cadre de l'acte notarié de cession de fond aux époux Garnier en date du 28 juillet 2017.

Il est proposé de procéder officiellement au renouvellement de ce bail (qui aurait pu se poursuivre par tacite reconduction) afin de répondre à la demande écrite de Monsieur et Madame GARNIER.

Les modalités de location sont identiques. Vous avez été destinataires du projet de bail.

Le montant du loyer a été révisé et s'élève à : 4 800 € soit une augmentation de 5 € par mois.

DEBAT :

Monsieur Ivan SUJOBERT intervient en précisant que dans le bail il y a un indice permettant de procéder à la révision des loyers et demande qu'elle aurait été la révision si on avait été en tacite reconduction ?

Madame la directrice générale des services répond que la somme aurait été élevée voire exorbitante, passant de l'indice de l'année 2017 à l'indice de l'année 2022. La loi autorisant au renouvellement du bail de choisir librement le montant de la révision tout en respectant le plafond de 10%.

Monsieur Ivan SUJOBERT dit qu'il serait intéressant d'avoir le montant réel qui aurait dû être appliqué, afin d'évaluer l'avantage produit.

Monsieur Serge PROUVEUR ajoute qu'il est intéressant de savoir où se situer entre « exorbitant » et « symbolique ».

Monsieur Le Maire précise que si l'on avait appliqué la révision la somme serait de 660 euros d'augmentation, plafonnée par la loi à 10% soit 474 € annuels. Il ajoute que

même si lors de ce renouvellement la révision est minime, par la suite tous les 3 ans la révision via l'indice sera appliquée systématiquement.

Ouï le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Autorise Monsieur le Maire à signer ce bail commercial et tous les actes s'y rapportant.

10. DELIBERATION AUTORISANT LA SIGNATURE DE CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'ANIMATEURS PAR LE CLUB DE FOOT POUR LA PAUSE MERIDIENNE. (4.2.5)

Monsieur Philippe LEYRELOUP expose :

L'encadrement de la pause méridienne nécessite de nombreux ajustement de personnel en raison d'absence pour maladie, de cessation d'activité...

Cette proposition du Club de foot intercommunal permet de pallier nos difficultés de recrutement.

Par ailleurs la démarche soutient le club dans l'embauche de ses apprentis tout en renforçant nos équipes.

Vous avez été destinataires du modèle de convention de mise à disposition qui sera utilisé.

La facturation de cette mise à disposition sera assise sur la base du relevé d'heures du salarié mis à disposition.

Ce relevé d'heures est le seul justificatif accepté par le Saône Mont d'Or F.C. qui permet l'établissement du bulletin de salaire. Il devra être précis et lisible.

Il sera obligatoirement signé d'une part, par le salarié, et, d'autre part, par le responsable – ou la personne d'encadrement désignée par le représentant légal – de la structure « utilisatrice », et retourné chaque fin de mois au Saône Mont d'Or F.C. Ces relevés d'heures attestent du nombre total d'heures effectuées durant la période globale du contrat.

Cette mise à disposition débutera après les vacances de Toussaint, le 7 novembre 2022.

La mise à disposition n'interviendra que sur la période scolaire.

Cette mise à disposition prendra fin le dernier jour de classe de l'année scolaire en cours 2022/2023 soit le 7 juillet 2023.

Le tarif horaire est de 16 €.

La commune « utilisatrice », sera responsable des conditions d'exécution du travail telles qu'elles sont déterminées par les dispositions légales applicables au lieu de travail.

Le salarié sera soumis aux dispositions du règlement intérieur en vigueur dans la commune « utilisatrice » plus précisément le règlement de fonctionnement du restaurant scolaire.

Il sera donc tenu d'en prendre connaissance et de se plier aux dispositions relatives notamment aux conditions d'accès dans la structure et aux installations collectives dans la structure « utilisatrice ». Si la commune « utilisatrice » souhaite mettre fin à la convention avant le terme échu, à l'exception d'une procédure disciplinaire à l'encontre du salarié, un préavis de 2 mois devra être respectée.

DEBAT :

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES demande si ces apprentis vont être embauchés ou sont déjà embauchés.

Madame la directrice générale des services répond qu'ils sont déjà sous contrat avec le club de foot.

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES demande comment ces jeunes seront encadrés puisque ce sont des apprentis ?

Monsieur Philippe LEYRELOUP répond qu'ils seront sous l'autorité de la responsable du restaurant scolaire, comme les autres vacataires. Il ajoute qu'à compter du 1^{er} janvier 2023 il y aura le coordinateur pédagogique.

Monsieur Denis DE MARINIS demande qui assure l'encadrement de la pause Méridienne ? AGDS ?

Monsieur le Maire répond que l'encadrement est assuré par le personnel mairie vacataire renforcé par la mise à disposition présentée ce jour.

Monsieur Denis DE MARINIS dit qu'il a entendu parler de 7 jeunes.

Monsieur le maire précise que pour notre part ce sont 3 jeunes qui à tour de rôle assurent le 4 jours de pause méridienne.

Madame la directrice des services ajoute qu'il s'agit d'une mise à disposition. Cela permet de stabiliser normalement, les effectifs d'encadrement.

Monsieur Serge PROUVEUR interroge sur le taux d'encadrement.

Madame la directrice générale des services dit qu'il n'y a pas d'obligation de taux mais qu'il est conseillé de se rapprocher du taux prévu pour les accueils de loisirs et le périscolaire. Toutefois entre les remplacements et l'augmentation des effectifs encadrants, comme le conseil a pu le constater la masse salariale des non titulaire progresse sans cesse.

Monsieur Serge PROUVEUR s'interroge sur le risque de centrer l'activité de la pause méridienne sur du foot.

Monsieur le maire précise que ce n'est pas ce qui est prévu. Il n'est pas demandé à ces jeunes de faire de l'animation sportive.

Madame la directrice générale des services ajoute que leur mission est d'assurer un encadrement de la pause méridienne pas de faire de l'animation Foot. Nous avons environ 20 personnes qui encadrent les enfants. C'est ainsi que dans la DM de budget présentée ce soir ce sont 32 000 € qui ont été ajoutés pour les non titulaires.

Monsieur le maire propose à Monsieur Serge PROUVEUR de faire une des pauses méridiennes en sa compagnie. Il dit aussi que certaines communes aux alentours ont une réelle difficulté d'encadrement et établissent un tour de rôle pour l'accès au restaurant scolaire.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5)

- Autorise Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition d'animateurs par le club Saône Mont d'Or F.C.

11. DELIBERATION FIXANT LE PRIX DU REPAS DES ADULTES AU RESTAURANT SCOLAIRE. (7.1.4)

Monsieur Le Maire expose :

À la suite de la délibération de la « cantine à 1 € » les adultes (agents ou instituteurs) nous ont interrogé pour pouvoir bénéficier des tarifs selon QF.

Après contrôle auprès des services de la préfecture cela n'est pas possible (seuls les scolaires sont concernés) il convient donc de délibérer sur un tarif adulte car la grille tarifaire votée précédemment s'adresse uniquement aux familles.

Il est proposé d'instaurer un tarif « adulte » à 5.50 €.

Il est demandé au conseil municipal de délibérer pour accepter ce nouveau tarif qui sera ajouté à la grille tarifaire avec la précision.

- Tarif unique « adulte » hors grille des tarifications scolaires : 5.50 €

DEBAT :

Certains membres du conseil municipal s'interrogent sur le choix de ce tarif le considérant élevé.

Monsieur Ivan SUJOBERT demande quel est le prix de revient du service par enfant.

Madame la directrice des services répond qu'on avoisine les 8.80 €.

Monsieur le maire dit que ce tarif est mis à la discussion et que des propositions peuvent être faites comme 4 € qui est le tarif unique antérieur.

Monsieur Serge PROUVEUR dit qu'il faut trouver un équilibre dans le choix du tarif, sauf de vouloir être dissuasif.

Madame la directrice générale des services répond que ce sont quelques enseignants qui l'utilisent et que nos personnels ne font pas.

Madame Karine ANTOLINOS fait valoir que si les personnels communaux avaient accès au restaurant scolaire en plus de leur ticket resto ils auraient un double avantage en nature.

Madame la directrice générale des services répond qu'elle ne le pense pas puisqu'ils achèteraient le repas au prix fixé. Il n'y a pas d'avantage produit, puisqu'il n'y a pas de remise.

Monsieur Serge PROUVEUR dit que considérant la période d'inflation actuelle il n'est pas heureux de faire une augmentation de 25 %.

Monsieur le maire propose de figer le tarif à 4 €.

Monsieur Ivan SUJOBERT fait remarquer que la présence des instituteurs durant la pause méridienne est appréciable et qu'il serait dommageable de les rebuter par une trop forte augmentation.

Monsieur le maire propose de fixer le tarif à 4.50 € soit une augmentation symbolique de 50 cts.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5)

- Décide un tarif unique « adulte » hors grille des tarifications scolaires à 4.50 € et non pas à 5.50 €
- Dit que la révision de ce tarif sera en concordance avec la révision de la grille des tarifications scolaires.

12. DELIBERATION POUR ATTRIBUTION DE LA PRIME DE FIN D'ANNÉE (PFA) DU PERSONNEL COMMUNAL (4.5.1)

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de fixer pour l'année 2022 le montant de la prime de fin d'année attribuée au personnel communal.

Madame Séverine DESSALCES intéressait à l'affaire ne prend pas part ni au débat, ni au vote.

En 2021 le montant de la prime était de 1178.15 € pour un agent titulaire ou stagiaire à temps complet. À la suite de l'évolution de 3.5 % de la valeur mensuelle du point de l'indice au cours de l'année civile, le montant de la prime est porté à : $[1178.15 \text{ € brut} + 3.5\% (41.23 \text{ €})] = 1219.38 \text{ €}$

Il est rappelé que :

- La prime de fin d'année est attribuée aux agents titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents non titulaires (à l'exclusion des vacataires), ces derniers devant totaliser 6 mois de travail effectif (hors absence) sur l'année civile et être présents au 31 décembre, mois de règlement de la prime pour ces agents (non titulaires) ;

- Le montant est proratisé en fonction du temps de travail de chaque agent et de la durée de présence sur l'année ;

- Le montant de la prime est réduit en fonction des absences. Toute absence, à l'exception des absences pour congés payés et congés exceptionnels, congés de formation, congés de maternité (délai légal), paternité ou adoption, congé pour accident du travail sera prise en compte et entraînera, au-delà de 14 jours d'absences cumulés sur une période courant du 1^{er} novembre de l'année précédente au 31 octobre de l'année en cours, une diminution de la prime correspondant à $1/365^{\text{ème}}$ du montant par jour d'absence sur la base d'une année complète. Pour les agents ayant pris ou quitté leurs fonctions en cours d'année la diminution sera calculée en fonction du nombre de jours de présence dans la collectivité.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (16) et procurations données (5)

- Fixe le montant de la prime de fin d'année pour 2022 à 1 219.38 € pour un agent à temps complet ;
- dit que la dépense sera imputée au chapitre 012 du budget où figure un crédit suffisant.

13. DELIBERATION POUR AVIS SUR LE PROJET DE TERRITOIRE POUR LA CTM VAL DE SAONE (5.7.5)

Monsieur Le Maire expose :

Je vous propose d'émettre un avis sur le projet de délibération qui suit :

I. Contexte

En vertu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de l'article L. 3633-3 du code général des collectivités territoriales, la conférence métropolitaine a élaboré, dans les neuf mois qui ont suivi le renouvellement général des conseils municipaux, un projet de Pacte de cohérence métropolitain entre la Métropole et les Communes situées sur son territoire.

Après l'adoption du projet de Pacte de cohérence métropolitain par la Conférence Métropolitaine des Maires ainsi que la consultation des 59 conseils municipaux, conformément aux dispositions prévues par les textes, le Conseil de la Métropole a adopté la version définitive du PACTE lors de séance du 16 mars 2021.

Selon la loi, le Pacte précise les principes structurant la relation Métropole-CTM-Communes en renforçant les instances de gouvernance et dialogue que sont les CTM et la Conférence Métropolitaine des Maires.

II- Rappel des éléments de synthèse du Pacte de cohérence métropolitain

Le projet de Pacte de cohérence métropolitain précise, dans un premier temps, les principes structurants la relation Métropole-CTM-Communes, renforçant le rôle des instances de gouvernance que sont les Conférences Territoriales des Maires et la Conférence métropolitaine, dans le souci d'une relation de confiance et de dialogue

Le projet de Pacte propose ensuite une méthode de coopération autour de 7 axes stratégiques prioritaires, pour lesquelles la coopération avec les communes est indispensable à la mise en œuvre d'une politique métropolitaine efficace, au service des habitants du territoire :

- ☐ Revitalisation des centres-bourgs
- ☐ Éducation
- ☐ Modes actifs
- ☐ Trame verte et bleue
- ☐ L'alimentation, de la production à la lutte contre le gaspillage
- ☐ Logement, accueil, hébergement : digne abordable et de qualité
- ☐ Développement économique responsable, emploi et insertion

Il vient également consacrer la poursuite de 6 domaines de coopérations préexistants et structurants pour la relation entre les Communes et la Métropole, qui ont fait preuve de leur valeur-ajoutée en matière de service rendu lors du précédent mandat et dont la pertinence se confirme :

- ☐ Action sociale
- ☐ Santé
- ☐ Culture-sport-vie associative
- ☐ Propreté-nettoieement
- ☐ Politique de la ville
- ☐ Maîtrise et accompagnement du développement urbain

Enfin, le projet de Pacte de cohérence métropolitain présente les moyens alloués pour permettre sa mise en œuvre, dans un souci d'efficacité et de justice territoriale :

- ☐ Une enveloppe financière territoriale de 200 millions d'euros au global est allouée aux CTM, pour les années 2021 à 2026.

Elle permet le financement d'opérations d'aménagement du domaine public en proximité via le Fonds d'initiative communal (FIC) et les Actions de proximité (PROX), pour 118 millions d'euros sur le mandat.

Elle permet également le financement de projets opérationnels s'inscrivant dans les axes stratégiques du Pacte, pour un montant total de 82 millions d'euros sur le mandat. Ces

82 millions d'euros sont répartis entre les CTM selon une clé de répartition basée sur le nombre d'habitants par CTM.

- ☐ Un chantier d'approfondissement de la territorialisation des services et des politiques publiques métropolitaines est engagé.
- ☐ Le dispositif d'ingénierie territoriale est conforté, au travers des réseaux, outils et plateformes de services existants et dont le développement est à poursuivre.

III- Le Projet de territoire

Sur la base du PACTE, un travail a été engagé au sein des CTM afin d'arrêter une proposition de Projet de Territoire.

Les Projets de Territoire sont donc la déclinaison concrète et opérationnelle du PACTE, adaptée aux spécificités de chaque CTM. Fruit de la démarche de concertation et de co-construction, il doit être composé de plusieurs parties :

- Un énoncé des enjeux majeurs du territoire sur la base d'un diagnostic identifiant les principales caractéristiques économiques, démographiques, sociales et géographiques du territoire.
- Les axes stratégiques du Pacte retenus et dont la CTM souhaite se saisir.
- Les projets opérationnels.
- avec des propositions de fiches actions.
- L'adossement au volet financier du PACTE.

IV – Projet de Territoire de la CTM Val de Saône

Dans le cadre de l'élaboration de son Projet de Territoire, la CTM Val de Saône a retenu les 3 axes et les 5 actions suivantes pour un montant total de 3 196 216 € - enveloppe du Volet 2 du PACTE basée sur une clé de répartition par nombre d'habitants :

- o Axe 1 : Revitalisation des centres-bourgs
 - ☐ Maintien, développement ou renforcement des polarités
 - ☐ Liens avec les actions de droit commun mises en œuvre (SEMPAT, Managers centres-villes...)
- o Axe 2 : Education
 - ☐ Création d'une politique de la petite enfance sur le territoire et création d'une crèche intercommunale.
 - ☐ Création d'un réseau de bibliothèques « Val de Saône »
- o Axe 7 : Développement économique responsable et insertion
 - ☐ Création d'une déchèterie supplémentaire sur la rive droite de Val de Saône
 - ☐ Navette touristique fluviale et parcours pédagogiques sur la Saône

La CTM Val de Saône a également retenu les actions de coopérations dans les domaines suivants :

- o Action Sociale
- o Culture, Sport et Vie Associative
- o Propreté-Nettoisement
- o Politique de la ville
- o Maîtrise et accompagnement du développement urbain

DEBAT :

Monsieur le Maire rappelle qu'il est plus aisé de trouver un projet structurant à 3 communes comme sur certaines CTM, qu'à 17, comme la CTM Val de Saône. La partie déchetterie et enfance font sens. Il conviendra ensuite de voir comment on peut faire dans la réalité.

Monsieur Ivan SUJOBERT demande par quel thème est intéressée ou concernée la commune.

Monsieur le maire précise qu'elle est intéressée par les 3 domaines : déchetterie, enfance et tourisme fluvial et ou nautique. Sur ce dernier point, cela aurait du sens avec le futur collège en ce qui concerne les activités nautiques tel que l'aviron. Au sujet de la déchetterie le projet a évolué vers un projet ancré sur le territoire et non fluvial, sur la rive droite, un lieu à choisir entre Quincieux et Collonges.

Monsieur Serge PROUVEUR fait remarquer qu'Albigny se trouve au milieu.

Monsieur le Maire confirme mais ajoute qu'il n'y a pas de foncier.

Conformément à l'article L 3633-3 du code général des collectivités territoriales, les communes sont invitées à formuler un avis sur le Projet de Territoire de leur CTM.

Vu la délibération n°2021-0506 du 16 mars 2021 relative à l'approbation du Pacte de cohérence métropolitain 2021-2026

Délibère avec 18 voix « Pour » dont 4 procurations

Et

1° - Émet un avis FAVORABLE au projet de territoire en déclinaison du pacte de cohérence métropolitain adopté par la Conférence territoriale des maires du 13.09.2022

Étant précisé que 4 votants dont une procuration S'ABSTIENNENT sur le projet de territoire en déclinaison du pacte de cohérence métropolitain adopté par la Conférence Territoriale des Maires du 13 septembre 2022

2° - AUTORISE le Maire à signer tout document pour la mise en œuvre du Projet de territoire

14. DELIBERATION AUTORISANT LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES JARDINS FAMILIAUX (3.5)

Afin de répondre aux attentes de nombreux habitants, la commune a souhaité mettre en œuvre dans le cadre de sa politique environnementale et du cadre de vie un projet qui permette de fédérer les habitants qui le souhaitent autour de jardins familiaux

L'emplacement retenu est situé avenue Henri Barbusse (parcelle AC 28) à côté du terrain de foot d'entraînement. La superficie totale de ces jardins familiaux est environ 2000 m².

La gestion a été confiée à l'association « Les jardins des Carrières » par le biais d'une convention, définissant les conditions d'exploitation et d'entretien des jardins.

La mise à disposition se fait à titre gratuit pour une durée de 3 ans renouvelable.

Cette convention doit être renouvelée.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5)

- Approuve la convention de mise à disposition de terrain de la commune à l'association les Jardins des Carrières ;
- Autorise Monsieur le Maire à procéder à sa signature.

15. DELIBERATION DE PRINCIPE SUR LE PLAN DE SOBRIETE COMMUNAL

Monsieur Le Maire expose :

Mesdames et Messieurs

Après s'être concertés, les 25 maires de notre circonscription ont fait le choix de mettre en place des règles et un plan d'actions pour limiter les impacts que cette crise pourrait produire au niveau des collectivités territoriales.

Nous parlons d'économie d'énergie, mais préférons le terme de « **sobriété énergétique** » suggérant ainsi une démarche vertueuse, dont l'enjeu n'est pas seulement financier.

Les difficultés d'approvisionnement en gaz couplé au ralentissement de la production électronucléaire française induisent :

- Un risque sensible de coupures d'électricité cet hiver
- Une hausse importante des factures énergétiques (gaz et électricité)

Aussi, comme les 25 communes voisines, nous allons nous conformer au plan d'action national en l'adaptant à notre situation.

Entre autres :

- Baisse de la température de chauffage dès cet hiver :
- À 19°C à l'école élémentaire
- À 21°C à l'école maternelle et à la crèche
- À 19°C dans tous les autres bâtiments communaux recevant du public (Mairie, salle du lavoir, maison des associations, salle de l'accueil, ancienne poste...)
- Suppression des éclairages nocturnes extérieurs et intérieurs de la Mairie
- Extinction de tous les bâtiments, salles, terrains de sport, etc. à partir de 23 heures, sauf en cas de manifestation
- Extinction des illuminations à 21 heures, sauf les nuits des 8, 24 et 31 décembre 2022.

Ces actions seront mises en place :

- Techniquement, par l'intervention des exploitants au niveau des régulateurs et programmation lorsque les équipements le permettent.
- En comptant sur le civisme de chacun,
- Par les écogestes au quotidien, rappelés par des affichages dans toutes les salles de la commune

La commune réalisera des campagnes de mesures de température.

Nous ne manquerons pas de vous faire un retour sur les économies réalisées.
Nous comptons sur vous tous pour soutenir cette démarche.

DEBAT :

Monsieur le Maire précise que les illuminations ne seront pas éteintes immédiatement car le Sigerly a eu tellement de demandes que leurs prestataires ne parviennent pas à répondre à la demande.

Madame Aurélie PIETRE-CAMBACEDES demande pourquoi le principe de coupure des éclairages publics et des illuminations n'est pas traité en même temps ?

Monsieur le Maire précise qu'un certain nombre de communes ont fait appel au Sigerly pour l'installation des illuminations via une entreprise. Ce n'est pas le cas d'Albigny. Plusieurs devis ont été faits. A titre informatif sur certains devis on passait du simple au double, voire plus. Il ajoute que même ceux qui ont choisi le Sigerly n'auront pas la prestation d'extinction car c'est une action en plus qui n'était pas programmée

Monsieur Serge PROUVEUR dit que si l'on est sur une délibération de principe, pourquoi exclure l'extinction de l'éclairage public puisque la volonté est là.

Monsieur le Maire dit qu'il peut être ajouté.

Monsieur Serge PROUVEUR dit que même si l'action est décalée, il faut l'inscrire dans la délibération de principe.

Madame Laure JOLY dit que l'on doit faire preuve d'exemplarité.

Monsieur Bernard LAULAGNET confirme qu'il est nécessaire de faire des économies d'énergie notamment pour des raisons financières.

Monsieur le Maire précise qu'une réunion publique est prévue en décembre pour communiquer sur le SDAL auprès de la population et rassurer les plus craintifs, notamment en termes de sécurité.

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5)

- Adopte le plan de sobriété énergétique présenté.
- Ajoute la mise en œuvre du SDAL dans la liste des actions qui seront mises en œuvre.
- Dit que ces mesures seront communiquées aux services communaux et aux usagers par courrier.
- Et que des affiches seront placées dans toutes les salles de la commune
-

16. DELIBERATION POUR L'OUVERTURE ANTICIPEE DES INVESTISSEMENTS 2023

Monsieur Le Maire, Monsieur Bernard LAULAGNET

Rapportent que suivant l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, jusqu'à l'adoption du budget primitif, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits de paiement correspondant sont inscrits au budget lors de son adoption.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits et doit permettre ainsi à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater ces dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2023 qui ne sera voté qu'au mois de mars ou avril.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

L'ensemble desdites dépenses ne doit pas dépasser le quart du montant des crédits d'investissement inscrits au budget 2022 (2 845 629.63 € x 25% = soit 711 407.40 € maximum)

Compte	Autorisation ouverture de crédits avant adoption du budget primitif 2021 d	TOTAUX ET Observations
Opérations TOTAL		481 532 €
Opération 64- travaux cimetière- Reprise de concession 2312 : 25 000 € 2312 AUTRE : 5 000 €	30 000 €	30 000 €
Opération 184 ECOLE ET RS 2135 aménagement 9 000 € 2158 Divers 7000 €		15 000 €
Opération 192 matériels informatiques et logiciels 2051 : logiciels dont logiciel caméra vidéoprotection 2183 : matériel :	25 000 € 10 000 €	35 000 €
Opération 193- matériels et outillages techniques 2158	18 000 €	18 000 € 2158 : 15 000 € 2182 : 3000 €
Opération 194 – mobiliers et achats divers – 2184 : 5000 € 2188 : 6000 €	11 000 €	11 000 € 2184 : 5000 € 2188 : 6000 €
Opération 195 – aménagements et agencements des bâtiments publics 21318 autres bâtiments : Bibliothèque et crèche Remplacement des portes : 10 000 € Clos bouliste : Rénovation énergétique : 8 000 € Réaménagement sanitaires : 16 500 € Maison des associations dojo : 30 000 € 2135- installations générales 10 000 €	64 500 € 10 000 €	74 500 € 21318 autres bâtiments 64 500 € Bibliothèque crèche 10 000 € Clos bouliste 24 500 € Dojo 30 000 € 2135- installations générales 10 000€
Opération 196- aménagements de terrain 2128	40 000 €	40 000 € Espaces verts communaux dont rénovation espace vert SARRABAT
Opération 197 – travaux de voirie ou réseau 21538 : 25 000 €	25 000 €	25 000 €
Opération 198 : équipements pour groupe scolaire 2135 : 20 000 € dont portail maternelle	20 000 €	20 000 €

Opération 199 bâtiment Mairie	66 332 €	66 332 €
2135 rénovation énergétique	15 000 €	Rénovation énergétique : fenêtre, chaudière, isolation
2031 MO : 11 332 €	11 332 €	
21311 hôtel de ville	10 000 €	Fenêtre escalier et peinture salle de réunion
2158 réaménagement intérieur	30 000 €	Sécurisation accès grenier
OP 200 : Maison de l'ACCUEIL : Peinture SARRABAT		9 200 €
Article 2168	8 200 €	
Conservation-restauration		
Reprise du mur à la chaux	1000 €	
Opération 207 acquisition de terrain		10 000 €
Opération 208 1001 GARES		65 000 €
2031 : 5 000 €		
2135 : 60 000 €		
Opération 210 travaux énergie		32 500 €
accessibilité vestiaires foot		
2031 : 2500 €		
2135 : 30 000 €		
Opération 213 Restaurant scolaire		30 000 €
2031 : 30 000 €		
Il s'agit là de l'AMO		

DEBAT :

Monsieur Serge PROUVEUR dit qu'il a bien compris qu'il s'agissait de prévisions, mais souhaite avoir des précisions sur le projet « 1001 gares » : surfaces, à quoi correspondent les 65 000 € ?

Monsieur Bernard LAULAGNET précise qu'il y a environ 45 m² affecté. Le bâtiment va être réhabilité : chauffage, cloison, plafond etc... il s'agit là de notre quote-part au regard de la surface et il y a 5000 € prévu pour la maîtrise d'ouvrage qui sera déléguée par la commune à la SNCF.

Monsieur Serge PROUVEUR demande qui est le porteur du projet ?

Monsieur Bernard LAULAGNET répond qu'il s'agit d'un cabinet d'architecte lauréat de l'appel à projet lancé par la SNCF. La SNCF reste propriétaire des murs et concède des Baux.

Monsieur Serge PROUVEUR demande si un autre choix de lauréat aurait pu être fait.

Monsieur Le Maire dit que seule la SNCF est porteuse de l'appel à projet et donc décideuse.

Monsieur Ivan SUJOBERT dit que la commune n'a pas candidaté.

Madame la Directrice générale des services répond que la commune n'en n'avait pas les moyens. Il s'agissait de présenter un projet qui traiterait tout le bâtiment et de développer à l'intérieur des activités commerciales ou de services ou de proximité. Mais la commune a souhaité être intégrée à la démarche parce que c'est sur son territoire.

Monsieur le Maire dit qu'on aurait pu imaginer que la Région ou la Métropole se positionne sur un tel projet. Le porteur de projet est un privé. On a été associé parce que c'est aussi intéressant, notamment en termes de police municipale intercommunale pour recevoir du

public, pour la dissuasion aussi. Il ajoute qu'il faut aussi envisager d'y faire autre chose comme des permanences Mairie.

Monsieur Serge PROUVEUR demande si les 65 000 € seront partagés avec les communes d'à côté.

Monsieur le Maire répond non.

Monsieur Serge PROUVEUR demande si on ne va pas quand même le faire payer d'une façon ou d'une autre.

Monsieur le Maire confirme que non, ne serait que parce que si l'on développe des permanences communales, c'est bien la commune qui porte le local.

Monsieur Bernard LAULAGNET précise que ce site jusqu'alors était sans vie. Grâce au porteur de projet qui devra respecter un cahier des charges très précis, ce lieu va revivre par la présence de commerce en Rez de chaussée et à l'étage il y aura les bureaux d'architecte. La commune s'insère dans le projet via la police municipale pour apporter plus de sécurité sur le site. On ne pouvait pas investir plus au regard des finances communales. L'idée d'une crèche a été abandonnée vu le cadre et le niveau sonore.

Monsieur le Maire précise que pour l'instant la SNCF se garde la primeur de la communication sur ce projet.

Monsieur Ivan SUJOBERT demande ce qu'il adviendra si dans 10 ans le projet tombe à l'eau.

Madame la Directrice générale des services précise que la commune signe un bail pour 20 ans avec la SNCF donc entre personnes publiques. Le bail sera présenté au prochain conseil.

Madame Laure JOLY demande si la préfecture va intervenir d'un point de vue administratif ou financier ?

Madame la Directrice générale des services précise que non, puisque le projet est porté par HORS LES murs et la SNCF. Par ailleurs parce que la commune s'est engagée, les subventions obtenues par «Hors les murs » et la SNCF ont été doublées.

Monsieur Ivan SUJOBERT demande si dans les prévisions budgétaires il est nécessaire de laisser paraître le cout du retrait « plomb » dans les travaux mairie, puisqu'il y a un avenant qui a été voté.

Madame la Directrice des services explique qu'elle a écrit cette délibération avant celle de l'avenant et qu'effectivement l'information n'a plus lieu d'être là. Elle ajoute qu'il peut être intéressant de laisser la somme et de ne retirer que l'objet car il ne pourra y avoir d'autres décisions budgétaires avant le BP 2023 d'avril.

Oui le rapport de Monsieur Bernard LAULAGNET,
Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 18 voix « pour » dont 4 procurations et 4 abstentions dont 1 procuration :

- Accepte les propositions d'ouverture anticipée des crédits d'investissement 2023 qui seront repris au budget primitif 2023 section investissement pour un montant de 481 532 €
- Dit que l'AP 213 « restaurant scolaire » est étendue à l'année 2023 et 2024
- Dit que l'AP 212 « équipement de quartier » est bien ouverte sur l'année 2023 et devra être prolongée en 2024
- Dit que ces décisions devront apparaître au BP 2023

17. DELIBERATION MODIFIANT LE TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la demande de mutation de l'agent en poste de responsable technique et afin d'avoir le plus grand nombre de candidatures et de profils variés,

Considérant que le poste est ouvert sur tous les grades du cadre d'emploi de technicien et du cadre d'emploi d'agent de maîtrise, il est proposé de créer un poste d'adjoint technique ouvert à tous les grades du cadre d'emploi,

Où le rapport de Monsieur Le Maire,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

A l'unanimité des présents (17) et procurations données (5)

- Autorise la création de poste dans le cadre d'emploi des adjoints techniques à temps complet,
- Précise que ce poste est ouvert à tous les grades du cadre d'emploi.

18. DELIBERATION MODIFIANT LA TARIFICATION DES SALLES COMMUNALES ET LES MODALITES D'UTILISATION. (3.3)

Monsieur Le Maire expose qu'en juillet 2022 le règlement et les tarifs en vigueur dans le cadre de la location des salles communales ont été modifiés.

A la suite de l'ouverture de l'Espace Henri Saint-Pierre et au retour à la normale de l'utilisation et de la mise à disposition des salles, quelques difficultés d'application ont été relevées.

Il est rappelé que les tarifs de location, cautions et forfait ne s'appliquent pas aux activités et manifestations scolaires.

Les tarifs mentionnés ci-dessous sont exprimés en euros TTC.

Toute location de salle est soumise à l'accord de la municipalité qui reste souveraine dans l'attribution des salles de la commune.

Toute réservation même à titre gracieux doit faire l'objet d'une demande écrite qui devra impérativement transiter par le secrétariat de la mairie.

Il est proposé de modifier les tarifs et modalités d'utilisation comme suit :

LOCATIONS DE SALLE : Les tarifs proposés sont les suivants :

	OBJET	Salle du Lavoir	Condition spécifique	EHSP - salle banquet	Condition spécifique	EHSP Grande salle
- Associations Albignolaises - Associations caritatives-toute origine géographique - Toute demande pour activité caritative (ce dernier point uniquement sur décision du Maire)	Tout objet de locations	Gratuité		Gratuité		Gratuité
- Services Publics		Gratuité		Gratuité	PAS DE RECHAUFFE PREVUE. IMPOSER LA LOCATION DU LAVOIR SI RECHAUFFE IMPERATIVE	Gratuité mais selon teneur de l'évènement et saison : délibération possible pour tarification
Associations non Albignolaises	Tout objet de locations	200 €		200 €		
Entreprises Albignolaises	Séminaires , réunions	300 €		300 €		
Particuliers Résidents Albignolais	Fêtes et réunions de familles*	250 €	Si - de 50 pers. Tarif à 180 €	180 €		
Partis politique	Réunion publique, Séminaire	Gratuité		Gratuité		
Syndicats de copropriétés	AG- réunion de copropriété	100 €		80 €		
						Non concerné sauf décision expresse (délibération)

*Cas particuliers réunion de famille à la suite de deuil : gratuité salle des banquets

CAUTIONNEMENT POUR PRET DE SALLE :

Lors de la réservation les utilisateurs joignent un chèque en dépôt de garantie. Ce chèque est restitué après l'utilisation de la salle, **s'il n'y a pas eu lieu de mettre en œuvre les dispositions stipulées dans le règlement.** Le cautionnement des salles est le suivant :

Salles	Pour toutes les catégories d'utilisateurs
Salle du Lavoir	500 €

EHSP	
- salle banquet	500 €
- grande salle	1500 €

CAUTIONNEMENT POUR DEFAUT DE MENAGE :

Une caution ménage est instaurée pour tous les utilisateurs y compris les associations albignolaises.

La caution ménage obligatoire est la suivante

Salles	Pour toutes les catégories de publics y compris associations albignolaises
Salle du Lavoir	300 €
EHSP	
- salle banquet	300 €
- grande salle	500 € (si décision de prêt)

Les utilisateurs joignent un chèque en dépôt de garantie au dossier de réservation. Ce chèque est **restitué** après l'utilisation de la salle, **s'il n'y a pas eu lieu de mettre en œuvre les dispositions stipulées dans le règlement pour défaut de nettoyage des salles.**

Les restitutions se font dans le mois suivant la réception.

DEBAT :

Monsieur Ivan SUJOBERT dit que pour la location aux entreprises il soit précisé que ce ne peut être des évènements commerciaux.

Madame la directrice générale des services précise qu'il y a la colonne « objet » dans le tableau qui précise : séminaire/réunion pour ce type de demandeur.

Monsieur Ivan SUJOBERT ajoute qu'il n'a pas souvenir que lors de la commission il ait été proposé un tarif dégressif selon le nombre de participants pour les particuliers Albignolais.

Madame DESSALCES dit qu'il lui semble que le sujet a été abordé.

Madame la directrice générale des services précise que la modulation ne concerne que les résidents albignolais car on s'est aperçu que la tarification de la salle des banquets était trop chère et qu'en plus elle ne permettait pas de faire de la réchauffe vu ses équipements.

Nous en sommes venus à la conclusion que si les personnes souhaitant louer veulent absolument accéder à de la réchauffe, il faut les basculer sur le lavoir. Et s'ils demandent la salle des banquets c'est qu'ils sont moins de 50. Il semblait judicieux si on les dirige vers le lavoir de faire un tarif correspondant. Le contrôle sera difficile à faire. Mais on peut penser que les gens sont de bonne foi.

Monsieur Serge PROUVEUR demande si dans l'ancien règlement les résidents non albignolais avaient aussi accès à nos salles ? il lui semble que non. Il souhaite mettre en garde contre l'éventualité de commerce illégal de la part de personnes qui feraient commerce de locations : à savoir louer à la commune pour relouer à un tiers plus cher. Il tient à dire que les collectivités n'ont pas vocation à faire de la location de salle en dehors

des résidents de leur commune. Il demande dans quel but l'ouverture aux non albignolais a été faite ?

Madame la directrice générale des services répond dans le but de rentabiliser, d'une certaine manière, un équipement, action ce qui ne sera jamais à la hauteur de la dépense.

Monsieur Serge PROUVEUR dit que partout ailleurs les salles communales sont réservées aux habitants de la commune. Il précise que s'il y a des dommages aux salles, il est plus aisé de retrouver un albignolais qu'un résident extérieur, qu'on ne connaît pas.

Monsieur le Maire dit que les remarques faites s'entendent. Toutefois il précise qu'il ne veut pas entamer le travail qui a été fait en commission. Il ajoute qu'il s'agit de 2 lignes : les particuliers non albignolais et les entreprises non albignolaises. Il propose : soit de les supprimer, soit de les garder en l'état.

Madame Karine ANTOLINOS demande s'il y a urgence à voter cette délibération.

Monsieur le Maire répond oui et non : oui parce qu'en ce qui concerne le forfait ménage tel qu'il est, les particuliers disent alors si forfait à payer 200 € ils ne font pas de ménage. Donc modifier ce point en mettant une caution assez haute pour les sensibiliser.

Madame Karine ANTOLINOS dit c'est paru dans la gazette et c'est gênant.

Monsieur Serge PROUVEUR redit que la priorité doit être pour les résidents.

Monsieur le Maire propose la suppression de ces 2 lignes.

Où le rapport de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal après avoir délibéré,

Avec 19 voix « pour » dont 4 procurations et 3 abstentions dont 1 procuration :

- Adopte la modification de la tarification des locations des salles communales
- Accepte les montants de caution proposés pour les associations et les entreprises
- Accepte les montants de caution proposés pour le ménage
- Et dit que le règlement, les tarifs et montants sont valides jusqu'à la prochaine décision modificative du conseil municipal et applicables au 1^{er} novembre 2022.
- Préciser qu'il n'y a aucune location pour le 31 décembre ou fête du nouvel an.

19. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Denis DE MARINIS interroge sur le stationnement prévu pour l'utilisation de l'espace Henri Saint-Pierre.

Monsieur le maire répond qu'il y a un statu quo sur la réserve foncière à l'arrière de la mairie et donc pas de solutions immédiates. C'est aussi là-dessus qu'il faut travailler en termes de mobilité.

Monsieur Serge PROUVEUR précise que lors de la dernière manifestation l'organisateur a bien balisé les portes de secours du bâtiment afin d'empêcher le stationnement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 35.

Madame Séverine DESSALCES secrétaire de séance	Monsieur Yves CHIPIER Maire
	